

Bonnes nouvelles

(les dessous de l'usine)

Nous venons d'apprendre par la presse que mardi 10 novembre, Christine Lagarde, ministre de l'économie et de l'industrie, présiderait à Bercy un Comité de pilotage avec les dirigeants de First, les représentants de l'actionnaire allemand HZ Holding et ceux des banques sollicitées pour financer le projet Atlas de construction de grandes couronnes d'éoliennes.

Comme d'habitude, les salariés et leurs représentants syndicaux ne sont pas invités, ce milieu ne supportant visiblement pas que nous mettions notre nez dans leurs affaires.

Depuis plusieurs mois, nous demandons au Préfet, aux élus locaux la création d'un Comité de Suivi impliquant l'ensemble des organisations syndicales en plus des pouvoirs publics et des directions Ford/HZ.

Nous avons rencontré cet été les principaux élus de la région qui s'étaient tous dit favorables à cette idée. Seul le Préfet n'avait pas répondu.

Ce Comité nous apparaît comme nécessaire car cela permettrait un minimum de transparence dans tout ce qui se discute sur notre avenir.

Malgré nos démarches, rien ne change. Cette situation est complètement anormale. Pour cette raison, il va être important de poser publiquement le problème de la création de ce Comité de suivi.

Contrairement aux discours de la direction, à l'image de sa présentation pompeuse sur l'avancement des projets telle que nous en avons eu l'exemple lors des différents mass-meeting, la situation n'est en réalité pas aussi simple qu'elle veut bien nous le faire croire.

Par exemple, il suffit de voir les hésitations qu'ont les banques à accorder leur confiance. En effet, le « Médiateur du Crédit » a pris le dossier du projet Atlas en main : c'est ce qui arrive quand une entreprise rencontre avec sa ou ses banques des difficultés pour résoudre ses problèmes de financement ou de trésorerie. Pas rassurant. A l'instar des organisations syndicales, les banques souhaitent en savoir plus sur l'ensemble du plan et sûrement aussi demander à l'actionnaire de s'engager davantage.

Nous ne pouvons pas continuer à nous laisser balader ainsi. Nous allons bien sûr solliciter les autres syndicats pour voir ce que nous pouvons organiser ensemble pour faire évoluer la situation.

Si la date du 10 novembre est confirmée, nous pensons nécessaire d'organiser, au même moment une manifestation devant la préfecture de Bordeaux pour exprimer à la fois nos craintes et notre mécontentement. Nous vous tiendrons informés rapidement.



DU RIFFIFI AU MAIN CONTROL

Quoi qu'en dise la direction, le manque de personnel se révèle un peu plus chaque jour. Il est vrai que les départs en formation de nombreux collègues y est pour quelque chose. La direction n'est pas capable à la fois d'assurer le plan de formation et la production dans de bonnes conditions. Du coup, ce sont les salariés qui trinquent au travers de la désorganisation du travail.

C'est le cas notamment à l'assemblage et à la salle des body. Ces derniers jours, le manque de personnel se traduisait par des postes doublés par plusieurs salariés. La hiérarchie justifie cette situation disant que c'est une « petite dégradation qu'il faut accepter dans cette période difficile de transition ». Elle reconnaît qu'il y a « un problème d'effectif tous les jours » et qu'il faut faire avec.

Au nom de l'avenir du site, la direction veut faire accepter des conditions plus difficiles car derrière il y a la volonté de rentabiliser encore plus l'activité. C'est une forme de chantage. Mais ces « sacrifices » supposés nécessaires ne garantissent en rien l'avenir des emplois. La défense de nos conditions de travail au quotidien ne s'oppose pas à la défense de nos emplois. Au contraire, c'est la même bataille.

QUELLES PRODUCTIONS POUR DEMAIN ?

Nous avons vu dans la presse que la Saft a signé un contrat qui prévoit de fournir des batteries pour les voitures électriques produites par Ford. Cela montre qu'il y a bien des perspectives industrielles de ce côté.

Ford avait toujours refusé de discuter de la possibilité pour l'usine FAI de se lancer dans la production destinée à la voiture propre. C'est ce que nous demandions, entre autres choses, durant la mobilisation.

Seulement les patrons gèrent à court terme et ne voient que le profit qu'ils peuvent faire. La voiture électrique devient intéressante à leurs yeux, par la force des choses : la crise des ventes qui touchent l'automobile.

Le problème est que les critères de production sont uniquement la rentabilité et le profit. Le besoin des gens et la protection de la planète n'est jamais pris en compte sauf aujourd'hui, hypocritement, car la crise du système capitaliste révèle son incapacité à produire rationnellement.

Il y a aujourd'hui d'énormes besoins sociaux à satisfaire et donc il y a forcément des choses à produire et du travail pour tout le monde ... C'est à nous, salariés, à exiger que d'autres choix soit faits, des choix qui aillent dans le sens des intérêts de tous.

LA CGT CONTRE TOUT ... RECU

La direction, souvent par la voix du chef du personnel, rabâche, à ceux qui veulent bien l'entendre, que la CGT est contre tout. On va prendre des exemples récents de ce que propose la direction dans différentes négociations, on va peut-être y voir plus clair :

- le passage en 1x8 prévu pour plusieurs secteurs va faire perdre 3,25% de la prime d'équipe sans compter que la direction ne veut pas formaliser dans un accord le paiement de la pause casse-croute pour les 1x8, donc à part des paroles, rien ne garantit le maintien de son paiement. En même temps la direction nous dit qu'avec l'aboutissement des projets nous allons travailler en 2x8, 3x8, 5x8, SD... Si les 1x8 ne sont qu'une étape, qu'on nous maintienne les primes.

Alors oui, la CGT est contre le fait que des salariés voient leurs revenus diminuer.

- Le re-calcul des RTT: la direction avait dit qu'elle ne toucherait pas aux accords sur les 35 heures. C'est faux ! 14 jours en moins pour les 11 prochaines années c'est une remise en question du temps de travail.

Alors oui ! La CGT est contre une diminution des jours de repos.

- Faire travailler les salariés âgés plus longtemps alors que les ouvriers sont usés par les travaux pénibles et postés. Alors oui ! La CGT est contre.

Et il y en a d'autres exemples dans ce genre...

Que la direction accepte nos propositions pour de réelles avancées sociales plutôt que des reculs, alors la CGT sera pour !

LES PROJETS 3A ET 3B ANNULÉS :

TRADUCTION EN CHIFFRES

Les projets 3a & 3b sont tombés à l'eau. Pourtant, en mass-meeting, la présentation faite par la direction ne montre aucun impact sur le nombre d'emplois à venir.

Alors nous allons reprendre les chiffres qu'elle nous avait annoncé en CE pour nous faire une idée : pour 2012, le 3a nécessitait la création de 92 postes et le 3b la création de 115 postes. La direction nous avait promis l'arrivée de 122 machines dont 23 pour le projets 3a et 23 autres pour le 3b.

Bilan : 207 emplois perdus et 46 machines. Malgré ça, la direction nous demande de rester optimiste, mais bien sur...

RENCONTRE AVEC LA CGT-ASCOFORGE

Nous allons rencontrer nos camarades de la CGT-Safe-Ascoforge courant novembre à Paris. Safe-Ascoforge c'est l'usine qui a été rachetée par HZ en novembre 2007. Donc nous avons le même patron.

Le but est d'échanger nos informations et de coordonner nos actions de manière à défendre plus efficacement nos intérêts de salariés face aux patrons communs.

La direction d'Ascoforge a annoncé récemment que HZ mais aussi l'industriel Hay n'étaient pas au mieux de leur forme. L'activité de ses usines allemandes est en baisse importante (- 70 % et - 40 %).

TOMBOLA DE LA CGT GIRONDE

Nous remercions tous ceux qui ont soutenu financièrement la manifestation du 22 octobre en participant à la tombola. Nous avons ainsi récolté 1532 euros.

Le tirage aura lieu le 26 novembre. Nous informons du résultat sur nos panneaux.

CHIFFRE DU MOIS : 997 !

La vraie bonne nouvelle est cette annonce de Ford qui déclare des bénéfices pour le 3ième trimestre : pratiquement un milliard, c'est beau !

La santé de la multinationale et de ses actionnaires (+ 29 cents par action) se fait évidemment sur le dos des salariés qu'ils soient licenciés (600 à Valencia, 1400 au Canada ...) ou non (baisses des salaires en Amérique du nord).

Ford ne s'arrête pas là : l'optimisme est de rigueur car la solidité financière est prévue dès 2011. Après des mois où tout allait très mal, voilà que les coffres se remplissent.

C'est ce qu'on appelle le « foutage de gueule » ou plus joliment dit « l'exploitation ». Une preuve que ce sont les intérêts des actionnaires qui priment au détriment de celui des salariés.

Faire travailler les seniors plus longtemps ? ? ?



SURTOUT PAS !!!!

DES CHIFFRES INQUIETANTS

En France, la souffrance au travail est une réalité. Les chiffres sont révélateurs :

1 salarié sur 8 est touché par les TMS (trouble musculo-squelettique). 10% des salariés ont une dépendance à l'alcool en rapport avec le travail. Chaque jour, un salarié se suicide chez lui ou au travail du à une souffrance causé par son métier. Cela représente 300 à 400 personnes qui meurent par an. 20% des maladies du travail sont psychologiques.

Seul 1 salarié sur 5 juge avoir les moyens de réaliser un bon travail. Les maladies professionnelles touchent un million de personnes par an. Il y a 1 policier pour 600 habitant et 1 inspecteur du travail pour 10 000 salariés.

Il est urgent que cela s'arrête !

SOUFFRANCE AU TRAVAIL

Il y a un film-documentaire à voir absolument. C'est « la mise à mort du travail » diffusé sur France 3 la semaine dernière. Il décrit la dégradation importante des conditions de travail due aux pressions des actionnaires. De nombreux témoignages de salariés montrent bien la situation dans les entreprises.

Voici un extrait d'une interview de Marie-Anne Dujarier, sociologue du travail et conseillère scientifique du film : « Le travail peut être blessant et tue régulièrement. Ceci n'est pas nouveau. Actuellement le développement de la précarité, de la sous-traitance et de l'individualisation accroît les risques pour la santé. La souffrance au travail est autre chose : elle n'est pas une maladie. Psychologue et sociologues du travail identifient plusieurs causes. Les plus communes sont l'intensification du travail, la fragilité et l'inexistence du collectif, la marchandisation des services publics et la contrainte à bâcler le travail. »